C'est devenu une tradition. Depuis le début du Hirak, tout rendez-vous électoral est systématiquement précédé par des salves médiatiques étrangères, agressives contre l'Algérie. En fait, c'est le choix de la voie constitutionnelle de sortie de crise qui est attaquée, car elle ne représente pas ce qui a été concocté par les « druides » occidentaux et leurs serviteurs locaux. Ces « grands » démocrates, spécialistes des potions magiques qui détruisent des pays entiers en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, penchent plutôt pour une « phase de transition » avec comme leitmotiv « Yetnahaw Gaa! » (Ils doivent tous partir!). Une idée géniale pour mettre en selle des « ténors autoproclamés du Hirak » adoubés par leurs soins et choisis non seulement pour leur allégeance, mais aussi pour leur connivence avec des groupes douteux avec lesquels ils ont autant d'affinités que les pôles identiques de deux aimants. La « phase de transition » à la sauce algérienne mijotée dans le « chaudron » démocratique avec ketchup et mayonnaise? Le moyen le plus efficace pour que l'Algérie rejoigne la Libye, la Syrie et autres pays jouissant actuellement d'une démocratie exemplaire!

Au sujet de ces attaques, rappelons tout de même qu'un média américain majeur avait appelé au boycott de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, à peine deux semaines avant l'échéance électorale (lire mon article à ce sujet). En effet, le professeur Robert Zaretsky écrivait, le 26 novembre 2019, dans la célèbre revue Foreign Affairs un article sur l'Algérie au titre éloquent: « *An Election's Failure Will Be a Democratic Success* » (L'échec de l'élection sera un succès démocratique). De la part d'un professeur versé dans la chose politique, il y a de quoi se poser de sérieuses questions concernant le concept même de démocratie. On attend d'ailleurs toujours un article de M. Zaretsky pour nous expliquer ce concept à travers la mascarade électorale qui a eu lieu lors des dernières présidentielles

américaines, un scrutin digne d'une vulgaire république bananière et dont le résultat restera à jamais entaché de doutes.

Le nombre d'articles occidentaux à charge contre l'Algérie étant énorme, nous allons nous focaliser sur deux d'entre eux qui ont été publiés le 11 juin 2021, c'est-à-dire la veille des élections législatives.

Le premier a été publié par le célébrissime Washington Post, excusez du peu. En pleine période très riche en évènements politiques majeurs (sommets du G7 et de l'Otan, rencontre Biden-Poutine) le WaPo reprend un article de l'Associated Press intitulé « Two Algerian opposition figures arrested ahead of elections » (Deux personnalités de l'opposition algérienne arrêtées avant les élections). Ces deux personnes sont bien évidemment Karim Tabbou (ténor autoproclamé du Hirak et accessoirement des cimetières) et Ihsane El Kadi (plus connu sous le sobriquet de « barbouze »).

Ce qui surprend dans cet article c'est, bien sûr, la célébrité du média qui publie une information, somme toute, d'importance relativement faible comparativement à l'actualité et aux sujets traditionnellement traités par ce journal. Mais, ce qui est encore plus étonnant c'est la célérité avec laquelle la nouvelle a été publiée : moins de 24h après les faits!

La renommée du média, la rapidité de la publication et le timing choisi indiquent un évident intérêt de l'administration américaine, mais surtout, une intervention de haut niveau pour publiciser cet évènement. La proximité entre aussi bien Ihsane El Kadi que Karim Tabbou avec l'ambassade des États-Unis à Alger ne doit pas être étrangère à cette publication.

Le second article est signé Michaël Béchir Ayari, analyste senior à l'International Crisis Group (ICG). Lui aussi publié le 11 juin 2021, il porte le titre : « L'Algérie de retour aux urnes ».

Intéressons-nous tout d'abord à l'ICG. Ce dernier est un think tank américain basé à Washington dans lequel sont impliqués de nombreux politiciens de premier plan. L'ICG dispose annuellement d'un budget de plusieurs millions de dollars, dont presque la moitié provient de

subventions octroyées par des gouvernements exclusivement occidentaux (exception faite du…Qatar!). En 2020, l'Open Society de George Soros a financé l'ICG avec une contribution de plus de 4 millions de $
.

Dans le conseil d'administration de l'ICG , on retrouve évidemment George Soros, mais aussi son fils, Alexander. La liste contient également le nom de Tzipi Livni, ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre de l'État hébreu. On se souvient que c'est elle qui était en poste lors du massacre des Palestiniens sous les bombardements israéliens sur Gaza, fin 2008 – début 2009.

Parmi les personnalités américaines les plus en vue du Conseil d'administration de l'ICG figure le nom de Morton Isaac Abramowitz, ancien Secrétaire d'État adjoint chargé du renseignement et de la recherche dans l'administration Reagan. Il est aussi intéressant de mentionner qu'Abramowitz a été un membre influent du Conseil d'administration de la National Endowment for Democracy (NED) et ce, pendant neuf ans. En 2007, la NED l'a honoré en lui décernant la « Democracy Service Medal », en reconnaissance de « sa contribution exceptionnelle à l'avancement des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde ».

Après cette succincte présentation de l'ICG, voyons ce que Michaël Béchir Ayari a pondu dans son article sur la situation algérienne.

Dans l'ensemble, on croirait entendre MM. Tabbou ou Al Kadi pour ne citer que ces deux vedettes du WaPo. En guise d'analyse, il s'agit d'un point de vue complètement biaisé où le mot « système » se dispute la place au mot « pouvoir ». D'après lui, « *selon un scénario probable, les forces politiques issues de ce scrutin pourraient se regrouper et former une coalition dont l'objectif serait de perpétuer le système*
». Et, au sujet d'une éventuelle phase d'instabilité post-électorale, il y alla d'une prédiction digne d'un réel augure : «
A la suite de ce regain de tensions sociales, les conflits portant sur la gestion de ces tensions pourraient s'accroitre au sein de la hiérarchie militaire et des services de renseignements
».

En définitive, il ne lui manquait que le slogan « Madaniya, Machi Askaria » (« Civil et non militaire », slogan des partisans de la phase de transition), pour boucler la boucle.

Je me souviens d'un ouvrage de Michaël Béchir Ayari (co-écrit avec Vincent Geisser), édité en octobre 2011 dans lequel cet « expert » subjugué par le « printemps » arabe avait attaqué en règle mon livre « Arabesque américaine ». En effet, en page 55, on peut lire : « *Au Canada, l'ouvrage d'un chercheur algérien renommé, Ahmed Bensaada, a lui aussi contribué à populariser les thèses conspirationnistes auprès du grand public* ».

Cette sentence de ce « savant » du dimanche a été prononcée sans citer une seule phrase de mon livre et sans en démentir une seule information. Et dire que ce monsieur est « docteur » en sciences politiques!

Le temps étant impartial, c'est plutôt lui qui porte maintenant l'habit de l'expert conspirationniste. Il fait partie de cette « école » qui a vendu à l'opinion publique arabe et internationale que ces « regime change » accompagnés de mort, de destruction, de désolation et de chaos étaient un « printemps » radieux durant lequel fleuriront la démocratie et les libertés individuelles.

Où est passée cette démocratie, M. Ayari? Moi, je ne vois que de la fumée émanant des ruines et je ne sens qu'une odeur fétide de cadavres!

Où est-elle passée, M. Ayari? Moi je ne vois que les larmes de ces réfugiés fuyant leurs maisons et je n'entends que le bruit des bombes qui broient les corps et déchiquètent les esprits!

Alors, de grâce M. Ayari, laissez l'Algérie tranquille et changez de métier. L'analyse politique nécessite une pincée de modestie, une dose d'honnêteté, un zeste de probité ainsi qu'une rasade d'humanisme qui manquent cruellement à votre éducation et à celle de ceux qui vous emploient.